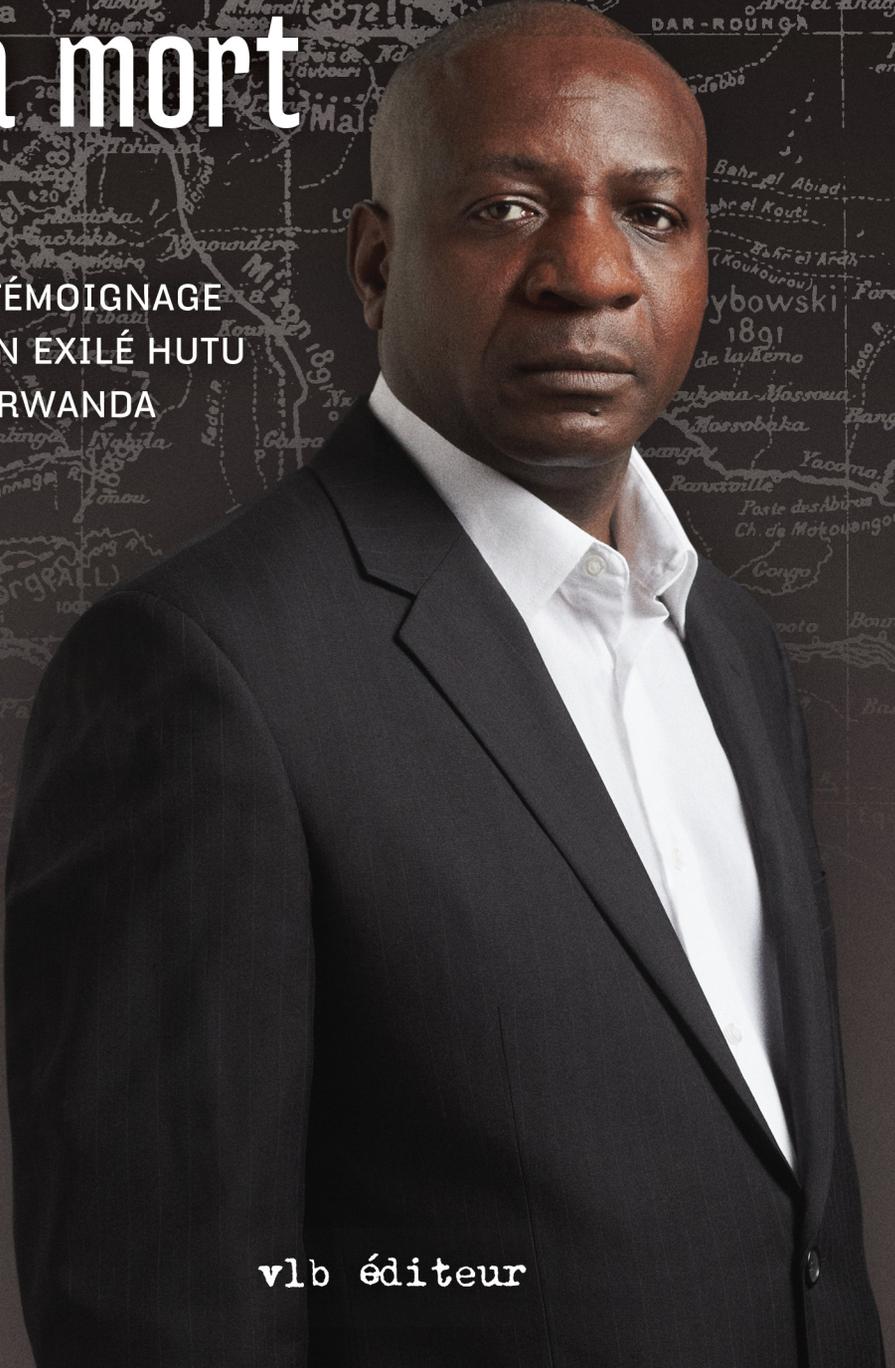


Pierre-Claver Ndacyayisenga

Voyage à travers la mort

LE TÉMOIGNAGE
D'UN EXILÉ HUTU
DU RWANDA



v1b éditeur

Pierre-Claver Ndacyayisenga

VOYAGE À TRAVERS LA MORT

v1b éditeur

Une compagnie de Quebecor Media

Repères chronologiques

- 1890** : Le Rwanda, peuplé par les Hutu (groupe démographique majoritaire), les Tutsi (minorité au pouvoir) et les Twa, est rattaché à l'Afrique orientale allemande.
- 1924** : La Société des Nations (SDN) place le Rwanda sous le mandat de la Belgique, qui occupe le territoire depuis qu'elle en a chassé les Allemands en 1916. Tout comme leurs prédécesseurs, les Belges s'appuient sur l'élite tutsi pour imposer l'ordre colonial.
- 1931** : Instauration par l'administration coloniale belge d'une carte d'identité mentionnant l'appartenance aux communautés hutu, tutsi et twa, que le colonisateur considère comme des ethnies.
- 1946** : L'Organisation des Nations Unies (ONU) transforme le mandat belge sur le Rwanda en tutelle.
- 1959** : Révolte des paysans hutu, appelée « révolution sociale », contre la monarchie tutsi. Des massacres sont perpétrés contre les Tutsi, dont beaucoup fuient vers les pays voisins (Congo, Burundi, Ouganda et Tanzanie).
- 1961** : Les Hutu proclament la république avec l'accord de la puissance coloniale belge, qui a entre-temps revu ses alliances.

- 1962**: Indépendance du Rwanda. Après des siècles de domination tutsi, les Hutu détiennent le monopole du pouvoir jusqu'en 1994.
- 1963**: Offensive d'exilés tutsi contre le Rwanda à partir du Burundi pour tenter de reconquérir le pouvoir. De violentes représailles contre la communauté tutsi s'ensuivent.
- 1973**: Coup d'État militaire qui porte le général Juvénal Habyarimana à la tête du Rwanda. Il occupera le poste de président jusqu'en 1994.
- Octobre 1990**: Le Front patriotique rwandais (FPR), créé en 1987 par des Tutsi exilés en Ouganda, attaque le nord-est du Rwanda. Début d'un cycle alternant efforts de démocratisation et de paix, d'une part, et spirale de guerre civile et d'extrémisme raciste, d'autre part.
- Août 1993**: Signature des accords d'Arusha entre le gouvernement rwandais et le FPR, qui prévoient un partage des pouvoirs entre Hutu et Tutsi mais qui ne seront jamais appliqués.
- 6 avril 1994**: Attentat meurtrier contre l'avion qui ramène le président Juvénal Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira d'un sommet régional à Dar es-Salaam.
- 7 avril 1994**: Début du génocide tutsi et de l'élimination des membres de l'opposition hutu modérée, qui feront plus de huit cent mille victimes. Parallèlement, les combats reprennent entre le FPR et l'armée gouvernementale, les Forces armées rwandaises (FAR).
- 22 juin 1994**: Début de l'opération Turquoise, intervention sous commandement français d'une durée de deux

mois, autorisée par l'ONU et destinée à créer une « zone humanitaire sûre » au sud-ouest du Rwanda.

17 juillet 1994 : Après s'être emparé de Kigali le 4 juillet, le FPR prend les villes de Ruhengeri et Gisenyi, au nord, et proclame un cessez-le-feu unilatéral. Plus de un million de Hutu, dont des militaires des FAR et des miliciens communément désignés sous le nom de Interahamwe, fuient le Rwanda par peur des représailles, la majorité trouvant refuge au Kivu, à l'est du Zaïre.

19 juillet 1994 : Formation d'un gouvernement d'union nationale composé de Tutsi et de Hutu modérés.

Avril 1995 : L'Armée patriotique rwandaise (APR), nouvelle armée gouvernementale, attaque les camps de réfugiés hutu du sud-ouest du Rwanda ainsi que le camp de Birava, à l'est du Zaïre, et fait des centaines de victimes.

13 octobre 1996 : Début de la rébellion des Banyamulenge (Tutsi zaïrois d'origine rwandaise) dans la province du Sud-Kivu, à l'est du Zaïre. Soutenus par des troupes rwandaises, burundaises et ougandaises, les rebelles sont rejoints par des opposants au président zaïrois Mobutu Sese Seko et se regroupent au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL), dirigée par Laurent-Désiré Kabila.

Octobre-décembre 1996 : Les rebelles démantèlent par la force les camps du Kivu. Alors que la majorité des réfugiés hutu rentrent au Rwanda, quelque 300 000 d'entre eux fuient vers l'intérieur du Zaïre, dont près des deux tiers, selon certaines estimations, périront

sur la route au cours des mois suivants, victimes de la maladie, de la malnutrition et des massacres systématiques perpétrés à leur rencontre par les forces de l'AFDL/APR.

17 mai 1997 : Après avoir mis les Forces armées zairoises (FAZ) en déroute en l'espace de quelques mois, l'AFDL s'empare de Kinshasa et Laurent-Désiré Kabila s'autoproclame président de la République démocratique du Congo (RDC), nouvelle dénomination du Zaïre.

Juin-octobre 1997 : Guerre civile au Congo-Brazzaville, essentiellement concentrée dans la capitale, qui oppose les milices des deux candidats à la prochaine élection présidentielle, Pascal Lissouba, président en fonction, et Denis Sassou-Nguesso, ancien chef de l'État congolais (1979-1992). Aidé par l'Angola, ce dernier finit par l'emporter.

Décembre 1998-décembre 1999 : Reprise du conflit au Congo, qui s'étend cette fois au-delà de Brazzaville. Après un an de violents affrontements, le gouvernement et les miliciens rebelles parviennent à un accord de cessation des hostilités.

1^{er} octobre 2010 : L'ONU publie un rapport sur les violences commises en RDC entre 1993 et 2003, dans lequel elle indique que les attaques dont les réfugiés hutu ont fait l'objet dans l'ex-Zaïre « pourraient être qualifié[s] de génocide » si ces actes étaient « prouvés devant un tribunal compétent ».

Prologue

Dans la soirée du 6 avril 1994, l'avion ramenant de Tanzanie le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira était abattu alors qu'il s'apprêtait à atterrir à l'aéroport international de Kanombe. Ses huit occupants, passagers et membres d'équipage, étaient tués sur le coup.

C'est au lendemain de cet attentat que le Rwanda allait sombrer dans un déchaînement de violence meurtrière couronnant des décennies de tensions entre Hutu et Tutsi.

C'est au lendemain de cet attentat qu'allait commencer mon calvaire, ainsi que celui de tous les Rwandais, toutes communautés confondues.

Le Rwanda à feu et à sang

Au petit matin du 7 avril 1994, ma famille et moi dormions paisiblement dans notre maison de Kigali. Cela faisait quelques mois à peine que nous nous étions installés dans la capitale, dans l'espoir d'y mener une vie meilleure que celle que nous offrait notre région d'origine, Cyangugu. J'exerçais comme professeur d'histoire au Lycée de Kigali, où j'étais entré en fonction en septembre 1993 après avoir achevé mes études universitaires. Mon épouse, Françoise, travaillait quant à elle en tant qu'assistante sociale au Centre hospitalier de Kigali (CHK), où elle avait été mutée trois mois auparavant. Nous partagions notre vie avec nos trois enfants : Ange-Claude, notre fils aîné alors âgé de onze ans ; et Claudine et Emmérence, nos filles respectivement âgées de sept et trois ans.

Alors que l'aube commençait tout juste à se lever, nous avons été réveillés en sursaut par de violentes explosions qui retentissaient un peu partout à travers la ville. Quand j'ai allumé la radio, nous avons appris avec stupeur que le président de la République était mort la

veille à la suite d'un attentat. Des messages enjoignaient aux gens de rester calmes et de ne pas sortir de chez eux.

Tout au long de la matinée, les explosions se sont intensifiées, survenant quelquefois non loin de notre maison. Nous étions terrorisés. Les enfants me posaient des questions, auxquelles je n'avais malheureusement pas de réponses! Je ne pouvais guère faire mieux que leur demander de se calmer. Ils étaient incapables de manger ou de boire quoi que ce soit et étaient tous sujets à une diarrhée soudaine!

Vers la mi-journée, j'ai réussi à trouver le courage de sortir de chez moi pour aller jeter un coup d'œil dans la rue. J'y ai croisé un voisin et ancien camarade d'université. Il rentrait de son quart de travail à Radio Rwanda et m'a livré sa version sur ce qui se passait. Selon lui, le Front patriotique rwandais (FPR), mouvement rebelle fondé par des Tutsi rwandais exilés en Ouganda et entré en guérilla en 1990, avait fait exploser l'avion du président et avait lancé une attaque massive sur Kigali.

À ce stade, je ne pouvais être sûr de rien. Tout ce que je pouvais constater, c'est que les Interahamwe, miliciens hutu affiliés au pouvoir en place, étaient déchaînés. Armés de fusils, de machettes, de gourdins, ils sillonnaient la ville à la recherche des Tutsi et des Hutu modérés qu'ils exécutaient systématiquement. Des barrages avaient été érigés un peu partout et on y procédait à un contrôle rigoureux de la carte d'identité. Si elle désignait son détenteur comme tutsi, l'appartenance ethnique devant figurer sur ce document depuis sa création par l'administration coloniale belge, c'en était fini de lui.

Partout, le chaos régnait. Les gens couraient dans tous les sens, chargés des biens pillés chez les victimes des massacres. La situation était à ce point confuse qu'on ne pouvait pas savoir si on n'était pas soi-même recherché.

Au bout de deux ou trois jours, le « travail », comme on désignait alors l'entreprise d'extermination en cours, était presque fini. Les rues étaient jonchées de cadavres qui commençaient à se décomposer et dont on ne savait que faire. Ils seraient plus tard ramassés par les services de la Ville.

Parallèlement à cette tuerie, le FPR intensifiait les combats contre les forces gouvernementales et contrôlait déjà une partie de Kigali, massacrant à son tour les Hutu qui se trouvaient sur son territoire, situé dans la partie nord de la capitale. Après deux semaines d'affrontements, les rebelles avaient presque encerclé toute la ville, et il ne restait qu'une seule issue à l'ouest pour en sortir : le col de Nyabugogo. Cette voie de passage n'était toutefois pas sans danger, car elle était souvent pilonnée de loin par le FPR.

La situation se dégradant de jour en jour, les gens, surtout les femmes et les enfants, essayaient par tous les moyens de s'échapper. Désireux de mettre ma famille à l'abri du danger, je suis parvenu à la faire évacuer par camionnette vers Cyangugu avec l'aide d'un officier des Forces armées rwandaises (FAR) que je connaissais depuis l'enfance. Là-bas, elle résiderait dans la maison que nous occupions avant de venir nous installer dans la capitale. Bien que désormais sans activité, puisque toutes les écoles avaient fermé, j'ai décidé pour ma part de rester à

Kigali, soucieux de ne pas laisser notre logis entre les mains des pillards et gardant l'espoir que les choses finiraient par s'améliorer.

Pourtant, au fur et à mesure que les semaines passaient, l'étau se resserrait autour de la ville, qui était bombardée de toutes parts. Les FAR perdaient du terrain. Les denrées alimentaires se faisaient rares. L'insécurité ambiante obligeait à rester confiné chez soi. Le téléphone ne fonctionnait plus. Dans ces conditions, j'ai dû me résoudre à partir à mon tour. Le 17 mai 1994, très tôt le matin, j'ai pris mon petit sac à dos, dans lequel j'avais placé des provisions de nourriture cuite, une bouteille d'eau ainsi que quelques vêtements, et je me suis mis en marche. La seule route de sortie goudronnée qui restait n'étant pas sécurisée, on n'autorisait pas les piétons à passer par cet endroit exigü. Les colonnes de fuyards se dirigeaient ainsi vers le mont Kigali, situé à l'ouest de la ville. C'est cette haute crête qu'il fallait franchir pour atteindre le pont enjambant la Nyabarongo et la route vers Gitarama. J'ai donc entrepris la montée.

Dès les premiers instants, j'ai compris que le voyage allait être long, car non seulement la piste était très encombrée, mais il y avait aussi de nombreux barrages érigés par des miliciens armés de machettes, de gourdins et parfois de fusils automatiques pour traquer les éventuels infiltrés du FPR. Poste de contrôle après poste de contrôle, il fallait chaque fois se soumettre aux fouilles systématiques et présenter sa carte d'identité. Ces barrages étaient le lieu de nombreux abus. Si on trouvait de l'argent ou des objets de valeur dans vos bagages, on

pouvait facilement vous accuser de complicité avec l'ennemi en guise de prétexte pour vous dépouiller. Les plus malchanceux y ont laissé leur peau.

Après douze heures de marche, ayant parcouru pas moins de dix kilomètres, j'ai enfin pu traverser le pont Nyabarongo. Sur la colline de Ruyenzi, il y avait une foule compacte composée de malheureux citoyens qui désormais portaient le nom de réfugiés. De toute évidence, les gens étaient fatigués, mais ils gardaient le sourire ! Ils étaient sans doute heureux d'avoir quitté la ville, devenue une véritable poudrière.

Au dernier barrage de la journée, alors que, exténué, je me préparais à dormir à la belle étoile, j'ai subitement vu apparaître un jeune chauffeur de taxi de ma connaissance. Son véhicule avait été loué par une famille qui elle aussi fuyait la capitale. Il m'a promis de m'attendre après le poste de contrôle. Les fouilles ont duré une trentaine de minutes, après quoi je me suis entassé dans l'auto déjà bondée de passagers et de bagages. Cette apparition inespérée relevait pour moi du miracle !

Le taxi m'a déposé à Ruhango où j'ai passé la nuit chez un ancien camarade d'université qui enseignait dans les environs. Là, j'ai appris que le gouvernement, qui s'était exilé dans la ville de Gitarama, au centre du pays, avait commencé à payer aux fonctionnaires de la capitale leur salaire du mois d'avril. J'ai pris le risque de faire demi-tour et de franchir à nouveau, en bus, la vingtaine de kilomètres qui me séparaient de Gitarama pour tenter de récupérer ma paie. Cet argent pourrait se révéler plus qu'utile en temps voulu ! Après avoir réussi par

chance à mettre la main sur mon dernier salaire, je suis revenu le jour même à Ruhango où j'ai à nouveau dormi chez mon ami. Le lendemain, j'ai pu me payer une place dans un autobus qui m'a amené à Cyangugu, ma destination.

Ma région d'origine, Cyangugu, est située au sud-ouest du Rwanda, à la frontière de l'ex-Zaïre et du Burundi. Quand je suis arrivé sur ma colline natale vers la mi-mai 1994, ma famille était déjà sur place depuis un mois.

Un simple coup d'œil aux ruines qui parsemaient les environs permettait de comprendre qu'ici aussi les habitants avaient vécu leur lot d'horreurs. Presque tous les Tutsi avaient été tués et leurs maisons, détruites ou brûlées. Les rares rescapés avaient été regroupés par les autorités préfectorales dans un campement situé sur les hauteurs de Nyarushishi, dans la commune de Nyakabuye. Il s'agissait de ceux qui avaient été cachés dès les premières heures de la tragédie par leurs amis hutu et qui n'avaient pas eu la malchance d'être débusqués.

Loin des combats qui sévissaient au nord, au centre et à l'est du Rwanda, les habitants de Cyangugu paraissaient désormais vivre une paix relative, même si l'avancée du FPR, qui se traduisait par l'arrivée massive des déplacés, leur faisait peur. Comme partout au pays, l'autorité administrative semblait être inexistante. Seuls les militaires ou les milices faisaient la loi.

Dorénavant sans source de revenus, il me fallait trouver un moyen de faire vivre ma petite famille. Avec mes quelques économies, j'ai pu ouvrir une buvette dans un

centre de négoce tout près de chez moi, où je vendais du vin de banane (urwagwa) produit localement ainsi que de la bière venant de la ville de Bukavu, au Zaïre.

À la mi-juin, des déplacés hutu en provenance des quatre coins du pays ont commencé à affluer par milliers dans la région. Cyangugu était en effet un des deux endroits d'où l'on pouvait facilement rallier le Zaïre en évitant le lac Kivu, frontière naturelle entre le Rwanda et son voisin. L'autre passage était Gisenyi, plus au nord, que le FPR fermerait le 18 juillet 1994, deux semaines après avoir pris Kigali, faisant de Cyangugu la seule issue restante.

Les déplacés, épuisés, se pressaient avec leur bétail sur les deux seules routes qui relient Cyangugu au reste du pays, soit en traversant la forêt naturelle de Nyungwe en provenance de Butare, via Gikongoro, soit en longeant les rives du lac Kivu en provenance de Kibuye.

Heureusement, la pression qui pesait sur nous tous a bientôt été atténuée grâce à l'« opération Turquoise ». En effet, après des semaines d'inertie, l'ONU, par la résolution n° 929 de son Conseil de sécurité, a fini par accepter le déploiement, entre le 22 juin et le 21 août 1994, d'une force multinationale sous commandement français. Sa mission consistait à protéger la population menacée aussi bien par le génocide que par le conflit militaire entre le FPR et le gouvernement rwandais, et ce, en créant une « zone humanitaire sûre » englobant la préfecture de Cyangugu et une partie de celles de Kibuye et de Gikongoro.

Occupée par les militaires français, cette zone était interdite aux éléments du FPR, offrant ainsi un refuge

temporaire aux déplacés et aux populations locales, et leur donnant le temps de préparer leur fuite vers le Zaïre. Lorsque le FPR a pris le pouvoir à la mi-juillet, certains Hutu originaires des régions du centre (de Kigali notamment) ont quant à eux décidé de retourner volontairement chez eux, encouragés en cela par la proclamation d'un cessez-le-feu et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

L'opération Turquoise a pris fin le 21 août 1994, conformément à son mandat, laissant ainsi le champ libre au FPR pour contrôler tout le pays. Malgré sa courte durée, elle a permis de sauver plusieurs milliers de Hutu que le FPR était déterminé à massacrer, tout en offrant une protection aux rares rescapés tutsi, que les miliciens voulaient éliminer.

En septembre, me considérant naïvement comme innocent par rapport aux événements des mois précédents, j'ai pris la résolution de retourner à Kigali dans l'espoir de réintégrer mon poste d'enseignant. Parce que c'était une entreprise risquée, j'ai pris soin de ne pas emmener ma famille avec moi.

Parti de Cyangugu très tôt le matin à bord d'un camion du Programme alimentaire mondial (PAM), je suis arrivé à Kigali tard dans la soirée, après avoir franchi plusieurs barrages dorénavant tenus par des éléments du FPR. À chaque contrôle, ceux-ci sélectionnaient des personnes qu'ils gardaient avec eux. En tout, cinq individus sur la trentaine qui étaient dans le camion avec moi sont restés à l'un ou l'autre de ces barrages. Les rumeurs veulent qu'ils n'aient pas survécu !

Comme ma maison à Kigali était squattée, j'ai dû loger chez un ami qui était arrivé sur place bien avant moi. Il m'a averti qu'il me faudrait faire attention à mes déplacements, à cause des nombreux enlèvements dont les Hutu faisaient l'objet.

En me rendant dans la capitale, j'avais deux objectifs principaux. Le premier était de m'enquérir du sort de mon beau-frère (le frère de Françoise), qui habitait à Kigali avant avril 1994 et dont on avait perdu la trace depuis. Sa femme et ses trois enfants, rapatriés à Cyangugu, n'avaient pas eu de nouvelles de lui et ignoraient s'il était encore en vie. À Kigali, on m'a appris qu'il avait été tué dans des conditions atroces par les éléments du FPR, qui l'avaient obligé à creuser sa tombe avant de l'enterrer vivant !

Je devais aussi m'informer de la possibilité de reprendre mon activité au lycée ou des moyens de me trouver un autre emploi, d'autant qu'il y avait beaucoup d'ONG qui avaient besoin de personnel.

En tout, j'ai passé trois jours là-bas. Kigali avait l'air d'une ville fantôme. Les traces de balles sur les murs des maisons et sur les poteaux électriques, les vitres éclatées, les portes éventrées, les trous dans la chaussée témoignaient de l'âpreté des combats qui avaient précédé la prise de la ville par le FPR.

La capitale avait visiblement changé. Dans les rues et dans les taxis, la méfiance se lisait sur les visages. Les gens parlaient en anglais et en swahili, ou encore en kinyarwanda avec un accent. C'est que la population de Kigali avait changé en l'espace de quelques mois.

Quatre-vingt-dix pour cent de ses nouveaux habitants venaient de pays comme le Burundi, l'Ouganda, le Zaïre et la Tanzanie. Il s'agissait d'anciens réfugiés tutsi revenus au pays à la faveur du changement de pouvoir. À leur arrivée, ils s'étaient approprié anarchiquement les habitations des fuyards hutu. Le mot *yarafashwe*, c'est-à-dire « déjà pris », se trouvait partout sur les murs des maisons, écrit avec de la peinture ou du charbon de bois, pour signifier qu'elles étaient déjà occupées.

Après avoir appris la disparition de plusieurs intellectuels hutu, dont certaines connaissances, j'ai vite compris que ma place n'était pas à Kigali et qu'il me fallait quitter la ville le plus vite possible. Sur le chemin du retour, aux barrages de contrôle, on me demandait pourquoi je retournais à Cyangugu et je répondais que j'allais y chercher ma famille.

Une fois arrivé à destination, j'ai demandé à ma femme de nous préparer pour l'exil. Il n'y avait plus rien de bon à attendre pour nous au Rwanda. Il ne serait toutefois pas aisé de quitter le pays, car le FPR contrôlait désormais toutes les frontières, interdisant le passage ou tuant les gens qui tentaient de fuir.

Voyage à travers la mort

« Sur cette longue route, les notions de temps et de distance étaient éclipsées par la misère, la maladie, la fatigue, la faim, mais surtout par la peur viscérale des rebelles, qui nous suivaient à la trace. »

Pierre-Claver Ndacyayisenga est un Hutu du Rwanda. En 1994, ce professeur d'histoire a été contraint de quitter du jour au lendemain son domicile de Kigali pour fuir les violences entre Tutsi et Hutu.

Avec sa femme et ses trois enfants, il a vécu cinq années de déroute, traversant l'Afrique à pied d'est en ouest en quête d'un asile toujours plus lointain. Traqués à travers l'ex-Zaïre, chassés d'un camp de réfugiés à un autre, obligés de s'enfoncer dans une jungle où la mort rôde, sa famille et lui parviendront à survivre. Des dizaines de milliers d'autres déplacés hutu qui ont partagé leur exode n'ont pas eu la même chance.

Pierre-Claver vit aujourd'hui à Montréal. Il est l'un des rares témoins au Canada de la tragédie vécue par les réfugiés hutu au lendemain de la guerre civile rwandaise et du génocide tutsi. Il en fait dans ce livre le récit bouleversant.

